

Condamnation de la visite en Europe du président de la Région autonome ouïghoure du Xinjiang

WUC – 09/02/2023

Le Congrès mondial ouïghour (WUC) dénonce fermement les projets de l'Union européenne et du Royaume-Uni de rencontrer Erkin Tuniyaz, président de la "Région autonome ouïghoure du Xinjiang".

Le ministère britannique des Affaires étrangères doit le rencontrer la semaine prochaine, après quoi Tuniyaz se rendrait à Bruxelles du 19 au 21 février pour une discussion avec des représentants du Service européen d'action extérieure (SEAE). Une action en justice est en préparation au Royaume-Uni à la suite de sa visite.

"Il est choquant et incompréhensible que le Royaume-Uni et l'UE choisissent de rencontrer Erkin Tuniyaz, qui a joué un rôle de premier plan dans le génocide contre les Ouïghours et les autres peuples turcs", a déclaré Dolkun Isa, présidente du WUC. "La complicité avérée dans les crimes contre l'humanité et le génocide doit être une ligne rouge claire, et doit conduire à la justice et à la responsabilité au lieu de l'engagement."

Tuniyaz, qui est président du XUAR depuis septembre 2021, a occupé des postes de direction au sein du gouvernement régional du Turkestan oriental pendant au moins 15 ans. Dans ces rôles, il a été l'un des principaux responsables de la supervision de la détention arbitraire massive de millions de Ouïghours et de diverses autres violations flagrantes des droits humains. Tuniyaz a été sanctionné pour sa complicité par les États-Unis en décembre 2021.

Tuniyaz a également acquis une certaine notoriété en défendant ces politiques à de multiples occasions, notamment dans un discours vidéo prononcé devant les Nations unies en février 2021. Le système des camps de concentration "éduquait et réhabilitait les personnes influencées par l'extrémisme religieux", a-t-il déclaré.

Dans son dernier rapport, le Haut-Commissariat aux droits de l'homme (HCDH) a analysé les politiques dites de "contre-terrorisme" du gouvernement chinois, il a conclu que celles-ci sont "profondément problématiques du point de vue des normes et standards internationaux en matière de droits de l'homme", et "a conduit dans la pratique à la privation arbitraire de liberté à grande échelle de membres de la communauté ouïghoure et d'autres communautés majoritairement musulmanes".

"Des criminels connus, complices de certaines des pires violations des droits de l'homme dans le monde aujourd'hui, ne devraient pas être légitimés par des rencontres avec des représentants du gouvernement", a déclaré Rahima Mahmut, directrice de WUC au Royaume-Uni. "Les parlements britannique et européen ont tous deux reconnu ces atrocités comme des crimes contre l'humanité et des génocides. Ce seul fait aurait dû être une raison suffisante pour refuser de s'engager avec Erkin Tuniyaz."

En réponse à la visite de Tuniyaz au Royaume-Uni, l'avocat britannique Michael Polak, agissant au nom d'Erbakit Otarbay, un survivant des camps kazakhs, a demandé que Tuniyaz soit poursuivi pour son rôle dans les atrocités commises dans la région. Une demande formelle a été faite au procureur général du Royaume-Uni pour obtenir l'autorisation de poursuivre Tuniyaz pour son implication dans des crimes de torture, et des preuves ont été transmises à l'équipe des crimes de guerre de la police métropolitaine pour l'enquête.

Le WUC appelle le Royaume-Uni, l'UE et ses États membres à annuler toute invitation officielle à rencontrer Erkin Tuniyaz, à présenter des excuses publiques à la communauté ouïghoure et à concentrer leurs efforts sur la mise en cause de personnes complices comme Erkin Tuniyaz.

Traduit avec www.DeepL.com/Translator (version gratuite)